

JEAN-PAUL GAUTIER

LES EXTRÊMES DROITES EN FRANCE



DE 1945 À NOS JOURS

Le mouvement lepéniste reste un phénomène politique sur lequel de nombreux commentateurs se perdent en conjectures embrouillées.

Réexaminer l'histoire des extrêmes droites est donc essentiel pour éclaircir les racines politiques du lepénisme.

Des lendemains de la Libération à nos jours, les extrêmes droites ont parcouru un long chemin avant de s'inscrire durablement dans le paysage politique français.

L'extrême droite n'est ni unique ni homogène, pas plus qu'elle n'est une droite qui surenchérit sur les valeurs de la droite classique.

Catholiques intégristes, païens, antisémites, monarchistes, anciens collabos, activistes de l'Algérie française, terroristes de l'OAS, anti-communistes forcenés, racistes biologiques, partisans de l'apartheid, ultralibéraux, social-nationalistes et bien d'autres encore se croisent, s'entrechoquent et cohabitent.

Jean-Paul Gautier scande en trois périodes l'histoire des extrêmes droites depuis l'après-guerre :

1. De 1945 à la guerre d'Algérie, les chemins du redressement (1945-1968).

2. La reconstruction idéologique et l'activisme violent (1969-1974).

3. L'unification partielle des extrêmes droites avec la construction et la montée du Front national (1974 à nos jours).

Un livre essentiel pour comprendre les méandres d'un courant politique multiforme qui monte à l'assaut du pouvoir.

LES EXTRÊMES DROITES EN FRANCE

DE LA TRAVERSÉE DU DÉSERT
À L'ASCENSION DU FRONT NATIONAL
(DE 1945 À NOS JOURS)

2^e ÉDITION REVUE ET AUGMENTÉE

JEAN-PAUL GAUTIER

COLLECTION « MAUVAIS TEMPS »

- Léon Trotsky, *Contre le fascisme (1922-1940)*, 2015
Dimitri Psarras, *Aube dorée, le livre noir du parti nazi grec*, 2014
Jean-René Chauvin, *Un Trotskiste dans l'enfer nazi*, 2006
Lionel Richard, *Suites et séquelles de l'Allemagne nazie*, 2005
Charles Liblau, *Les Kapos d'Auschwitz*, 2005
Michel Prum (coord.), *Corps étrangers. Racismes et eugénisme dans le monde anglophone*, 2002
Martin, *Algérie 1956. Pacifier, tuer*, 2001
Pierre Durand, *Le Train des fous*, 2001
Collectif, *Fascismes : un siècle mis en abîme*, 2000
Lucien Bonnafé, Patrick Tort, *L'Homme cet inconnu. Alexis Carrel, Jean-Marie Le Pen et les chambres à gaz*, 1992

DU MÊME AUTEUR

- De *Le Pen à Le Pen*, Syllepse, 2015
La Galaxie Dieudonné (avec Michel Briganti et André Déchet),
Syllepse, 2011
La Restauration nationale. Un mouvement royaliste sous la 5^e République,
Syllepse, 2002

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
1. LES ANNÉES D'APRÈS-GUERRE: LA SURVIE (1945-1948)	11
2. LES GUERRES COLONIALES	33
3. L'EXTRÊME DROITE DANS L'ARÈNE ÉLECTORALE (1956-1965)	85
4. LA GALAXIE D'EXTRÊME DROITE OU COMMENT SURVIVRE ?	109
5. LE GRECE ET LA MÉDIATISATION DE LA NOUVELLE DROITE: UNE TENTATIVE DE RAVALEMENT ?	157
6. LE MICROCOSME	173
7. LA MOUVANCE SOLIDARISTE	237
ICONOGRAPHIE	I-XXX
8. LES NOSTALGIQUES DU 3 ^e REICH	255
9. LE GRAND RETOUR	279
10. IMPASSE DE TROISIÈME VOIE ET NAISSANCE DU BLOC IDENTITAIRE	299
11. DU CÔTÉ DES CATHOLIQUES INTÉGRISTES. LES CROISÉS DE LA FOI	335
12. LES ANNÉES FN	371
CONCLUSION	447
BIBLIOGRAPHIE	453
INDEX	471

INTRODUCTION

L'étude de l'extrême droite est un exercice délicat. La première difficulté consiste à donner un sens précis au vocable extrême droite afin d'en délimiter le champ d'étude. Le terme d'extrême droite est un concept équivoque (Chebel d'Appollonia, 1996 : 9). De la même manière qu'il n'existe pas une droite unique et homogène, comme l'a démontré René Rémond (1985), il n'y a pas une extrême droite mais des extrêmes droites, tout comme l'a écrit Henri Michel : «Le fascisme [...] est à la fois un et multiple» (Michel, 1983 : 113). L'extrême droite n'est pas une droite qui surenchérit sur les valeurs de la droite classique, car elle s'oppose aux valeurs de cette droite républicaine et démocrate, issue de 1789 pour élaborer un système fondé sur des valeurs opposées et différentes. C'est un ensemble indéterminé parfois difficile à appréhender dans un tout systématique entre autre parce que ses composantes (partis, associations, mouvements) ne forment pas une unité conceptuelle aux contenus définis et plus ou moins permanents, que le fascisme historique, en revanche, a su faire prévaloir en dépit de ses orientations. Fascisme et nazisme sont certes des phénomènes complexes mais circonscrits. «Le concept d'extrême droite rend difficilement compte de la diversité des mouvements et des réseaux qui la composent comme des tensions et des rivalités internes» (Boutin, 1996 : 112). Ce n'est pas un bloc homogène. C'est une sorte de microcosme politique vivant dans l'ensemble (exception faite du Front national de Jean-Marie Le Pen) replié sur lui-même, un enchevêtrement de groupuscules nés souvent de fusion ou de scission, de cercles éphémères rivaux, de feuilles confidentielles, minés par la guerre des chefs. Aucune formation ne semble employer le même langage. Certains parlent de révolution, d'autres de contre révolution. Les uns se disent nationalistes, d'autres européens, régionalistes. Certains défendent une Europe des ethnies et se déclarent identitaires européens. Personne ne semble d'accord sur rien. Des divisions fondamentales apparaissent sur la nature du régime à instaurer

(monarchie ou république), sur la forme de l'État (totalitaire ou décentralisé), sur le régime économique (libéralisme, corporatisme, ou étatismisme), sur la défense (armée de métier ou défense populaire), sur l'Europe (l'Europe des patries ou Europe intégrée), sur la politique étrangère (pour ou contre l'Alliance atlantique, pour ou contre Israël, pour ou contre la réunification allemande), sur la place de la religion dans la société (Occident chrétien ou libération païenne). L'extrême droite est une réalité changeante et polymorphe entre «La France aux Français» et «Europe-jeunesse-révolution». Cependant apparaissent quelques dénominateurs communs : l'anticommunisme, l'ordre, la mise en place d'un état fort la méfiance à l'égard de la démocratie parlementaire, la haine du cosmopolitisme et le rejet de la politique d'immigration soit par racisme, soit pour des raisons religieuses, culturelles et identitaires, l'alliance avec «le peuple» contre «les féodalités». L'objectif essentiel à long terme des différents mouvements d'extrême droite est l'instauration d'un ordre nouveau, politique, social, économique, culturel, religieux. Comme l'a écrit André Laurens, «on ne sait pas exactement où commence l'extrême droite mais on sait toujours où elle peut aller». Francis Bergeron et Philippe Vilgier mettent en évidence des critères de distinction qui reposent sur l'adhésion à un triptyque de valeurs : l'amour de la patrie, le désir d'une plus grande justice sociale et la revendication d'un pouvoir fort (Bergeron et Vilgier, 1985). Nous suivons Ariane Chebel d'Appollonia lorsqu'elle écrit : «L'extrême droite désigne une idéologie, quelque forme qu'elle prenne» (Chebel d'Appollonia, 1996 : 12). Sans entrer dans le débat initié par Zeev Sternhell (1984a, 1984b, 1987), l'étude de Robert Soucy (1989) et relancé par Michel Dobry et ses collaborateurs (Dobry, 2003), nous pouvons cependant avancer la constatation suivante : si la France a été touchée à différentes époques par le virus fasciste, les différents mouvements fascistes ou néofascistes sont restés à l'état groupusculaire (le Faisceau de Georges Valois, le francisme de Marcel Bucard, les différentes formations dirigées par René Binet, la Phalange française de Charles Luca, Jeune Nation des frères Sidos), hormis le Parti populaire français de Jacques Doriot. En empruntant une expression de Philippe Burin, nous pouvons considérer que la France est restée «hors du champ magnétique des fascismes» (Burrin, 1984). Ces constatations faites, cela ne veut pas dire que nous

nous rangeons du côté des «immunitaires¹» et que nous sous-estimons le danger représenté par ces différents groupes. À la suite de Joseph Algazy, nous pensions qu'un «fascisme faible, squelettique, sans aucune emprise sur l'opinion durant une période donnée, peut dans une conjoncture favorable foncer de l'avant et gagner du terrain» (Algazy, 1984 : 20). Citons Maurice Duverger pour qui, «le microbe fasciste restera dépourvu de virulence réelle tant qu'il ne trouvera pas un terrain pour germer [...]. De toute façon, on aurait tort d'attendre tranquillement que le microbe du fascisme s'anéantisse de lui-même. Comme celui de la peste, il peut rester pendant des dizaines d'années endormi dans les meubles et le linge pour se réveiller le jour où le climat lui devient favorable²». Si les groupes typiquement fascistes sont restés marginaux en France, ceci ne signifie pas que dans certains mouvements d'extrême droite, des fédérations, des sections, des individus ne soient pas imprégnés par ce «fascisme immense et rouge» appelé par Robert Brasillach. Il faut en la matière appliquer une grille de lecture serrée. Ce n'est pas parce qu'un mouvement défile en rangs serré avec bérets et brassard pour qu'on puisse le qualifier de fasciste. Il faut en ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, éviter les interprétations réductrices et user inconsidérément du terme «fascisme». Reconnaissons cependant, que les travaux de Sternhell et de Soucy, quelques soient les réserves faites par rapport aux questions méthodologiques, ont fait avancer la connaissance et la compréhension du phénomène fasciste dans sa version française et obligé les historiens de l'hexagone à réexaminer le dossier du fascisme français (Berstein, 1984 ; Burrin, 2000 : 263 ; Julliard, 1984 ; Milza, 1987 : 41 ; Sand, 1983 ; Winock, 1983). Comme l'a écrit Dominique Venner (ancien membre de Jeune Nation et un des fondateurs d'*Europe Action*), «il n'y eut jamais de fascisme en France, sinon littéraire ou folklorique» (Venner, 1996 : 12). Balayée à la libération, victime de «l'indigne épuration» (selon les héritiers de l'Action française), l'extrême droite ne retrouvera jamais la place qui fut la sienne. Discreditée par le soutien apporté au régime de Vichy et par la dérive collaborationniste de certains groupes la composant, tels le Parti populaire français de Doriot et le Rassemblement national populaire de Déat,

1. Dans l'ouvrage cité, Michel Dobry critique les analyses dites «immunitaires» développées par certains historiens à la suite des travaux de René Rémond qui considèrent que la France avant 1940 n'a connu le fascisme qu'à «dose homéopathique».

2. Maurice Duverger, *Témoignage chrétien*, 9 mars 1962

l'extrême droite devra attendre de longues années avant de réapparaître sur l'échiquier politique et de peser. «Pour un temps l'extrême droite peupla les prisons et les cafés latinos-américains» (Winock, 1993 : 11). Cependant l'extrême droite tenta assez rapidement de se reconstruire dans l'immédiat après-guerre à travers diverses publications (*Les Documents nationaux*, *Les Écrits de Paris*, *Paroles françaises*, *Rivarol*), la participation aux élections (l'Union des nationaux indépendants et républicains de Jacques Isorni en juin 1951). La guerre froide et les guerres coloniales vont bénéficier au renouveau de l'extrême droite qui reste toutefois marginale dans la vie politique. Il faudra attendre le cœur des années 1980 pour voir l'extrême droite peser de manière significative dans le jeu politique avec le Front national. Jean-Marie Le Pen a réussi à fédérer toutes les composantes de l'extrême droite. Jamais elle n'avait constitué une force aussi rassemblée dont le point culminant sera la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle de 2002. Illustrant ainsi l'analyse de Pierre Fougeyrollas : «Selon que la société connaîtra dans l'avenir, l'expansion économique, le développement social généralisé et la stabilité politique, ou qu'elle traversera des crises économiques, sociales et politiques en les surmontant difficilement, la conscience d'extrême droite animera des milieux politiques faibles en effectifs et en influence ou prendra une importance nouvelle par rapport à certaines fractions de l'électorat français» (Fougeyrollas, 1963).

Ce livre est d'abord une histoire de l'extrême droite française, de son éclipse au lendemain du second conflit mondial à sa réintroduction désormais durable dans le champ politique hexagonal. Nous suivons et prolongeons en cela la ligne tracée par Joseph Algazy à partir de son étude consacrée à l'extrême droite en France de la Libération au milieu des années 1980. Nous avons volontairement limité le champ de cette étude en excluant le mouvement royaliste et les négationnistes³. Cette histoire de l'extrême droite en France de 1945 à nos jours s'articule autour de trois grandes périodes et des principaux événements qui les ont marquées : la survie (1945-1968), l'extrême droite à la recherche d'un avenir et enfin le grand retour avec l'émergence et l'affirmation du Front national et sa prégnance dans la vie politique.

3. En ce qui concerne la Restauration nationale, se reporter à Gautier (2002) Au sujet du négationnisme, qui ne regroupe pas que des gens d'extrême droite mais également des membres de l'ultra gauche, se reporter à l'ouvrage fondamental de Valérie Igounet (2000)

CHAPITRE 1

LES ANNÉES D'APRÈS-GUERRE: LA SURVIE (1945-1948)

La France sort péniblement de la guerre. Elle appartient au camp des vainqueurs et doit rompre avec les collaborateurs de Vichy et les alliés des nazis. Comme le déclare le procureur général Mornet au procès du maréchal Pétain, il y a bel et bien « quatre ans à rayer de notre Histoire ». Quant à de Gaulle, il considère « Vichy nul et non avenu ». La Libération, comme une lame de fond, balaye l'extrême droite qui sombre dans la débâcle du fascisme européen. Ses chefs sont en fuite ou en prison. Certains ont été exécutés. La presse est interdite. L'extrême droite n'existe donc plus. À partir des années 1950 une timide renaissance s'amorce progressivement tout en restant à l'état groupusculaire.

L'ÉPREUVE DE L'ÉPURATION: L'ANNÉE ZÉRO

Dès 1940, de Gaulle avait annoncé clairement le châtimement futur des partisans du régime de Vichy: « un jour, la France libérée punira les responsables de ses désastres et les artisans de sa servitude » (de Gaulle 1970: 39). Il dénonce « une poignée de misérables et d'indignes dont l'État fait et fera justice [...] ». Les prébendiers du désastre » (de Gaulle 1970: 455). Des structures judiciaires exceptionnelles sont installées: tribunaux militaires, cours de justice, chambres civiques et Haute Cour de justice. Des commissions et des comités sont créés pour épurer les principaux milieux professionnels. De son côté, le Parti communiste appelle à un châtimement exemplaire: « on ne se réconcilie ni avec Hitler, ni avec Pétain. On ne se réconcilie pas avec le nazisme on le bat ou on l'abat. On ne se réconcilie pas avec la trahison. Le devoir, il est d'attiser la haine des Boches, la haine de ses complices, la haine des trusts, la haine de la 5^e colonne. Notre haine, c'est une haine française¹. » De Gaulle entend mettre un terme rapide aux exécutions sommaires. Les principaux responsables de Vichy sont jugés: Pétain et Laval. Le

1. Florimond Bonte, *L'Humanité*, 11 janvier 1945.

premier voit sa condamnation à mort commuée en détention perpétuelle à l'île d'Yeu, le second est exécuté. Certains collaborationnistes notoires sont passés par les armes : de Brinon, Darnand, Luchaire, Brasillach... D'autres sont condamnés à des peines de prison : Lucien Rebatet, Pierre-Antoine Cousteau, Xavier Vallat. D'autres choisissent l'exil en Europe ou en Amérique : Céline, Déat, Darquier de Pellepoix, voire dans l'Hexagone, bénéficiant de complicités religieuses, tel Paul Touvier. La collaboration économique est dans l'ensemble peu touchée, même chose en ce qui concerne l'appareil d'État (Baruch 1997). Les lampistes sont plus touchés que les personnalités installées dont certaines vont faire de belles carrières (Albertini, Bousquet, Papon...). Quant à l'Église dont une partie de la hiérarchie a soutenu Vichy² et verrouillé intellectuellement et moralement le pays, elle est épargnée et va servir d'asile à d'ex-collaborateurs. Même si des généraux, des amiraux, des hauts fonctionnaires, des personnalités comparaissent en Haute Cour, la «Vieille France est jugée [...] condamnée sans que l'on prenne la peine de distinguer les pétainistes des fascistes véritables» (Plumyène et Lassiera 1963 :184), les verdicts rendus lors des procès de 1945-1946 seront atténués les années suivantes. Il fallait assez vite «passer l'éponge» dans le cadre de la réconciliation nationale. Les condamnés à l'indignation nationale retrouvent leurs droits civils, les prisonniers sont libérés³. En mars 1949, pour Georges Bidault, ex-chef du Conseil national de la Résistance et membre du Mouvement des républicains populaires, il faut «oublier tout ce qui peut être oublié». En 1951 et en 1953, deux lois d'amnistie sont votées. Roger Duveau, rapporteur à l'Assemblée nationale argumente que l'amnistie est nécessaire «lorsque l'intérêt national commande l'apaisement, la réconciliation et l'union des Français». L'extrême droite va stigmatiser les excès de l'Épuration, en gonflant les chiffres de l'Épuration extrajudiciaire et en dénonçant les résistants qui n'auraient pas compris la démarche de Pétain marquée par «le réalisme politique et le pacifisme». Pour Maurice Bardèche, «la collaboration a protégé la vitalité de la France et à l'abri de son ombre, la résistance elle-même a pu vivre [...]». La politique de collaboration

2. Déclaration du cardinal Gerbier, Lyon, le 19 novembre 1940 : «Pétain c'est la France et la France de l'armistice c'est Pétain». Le 25 février 1951, pour le 35^e anniversaire de Verdun, Mgr Peltier, cardinal de Paris fit applaudir le nom de Pétain.

3. En 1948, 68% des condamnés ont été libérés. Voir Gacon (2003 : 465-479); Novick (1985); Lottman (1986); Théolleyre (1985); Rousso (2001); et Cotillon (2003).

a mené les Allemands à maintenir en France [...] des conditions de vie normales [...]. Les armées allemandes ont dans l'ensemble eu une attitude correcte». Faisant l'apologie de Vichy il en justifie la politique antijuive «inventée pour éviter des mesures de dénaturalisation massives [...] a permis de protéger beaucoup de gens» (Bardèche 1947: 135, 150, 154-155, 166).

Bardèche discerne dans l'Épuration, «la période la plus déshonorante», un complot judéo-bolchevique maçonnique et une répartition des rôles. Trois éléments constituent la base de l'Épuration «un désir passionnel de vengeance, une volonté réfléchie d'usurpation, une intention de subversion. Ces trois éléments correspondent aux trois clientèles politiques fondamentales de la Résistance, les juifs, les politiciens et les communistes. Les premiers se chargèrent de la législation, les seconds de la mise en place du pouvoir, les troisièmes de l'appareil [...]. Les juifs lui ont donné ses principes, les politiciens ont pris les places, les communistes ont noyauté [...]. Cette idéologie maçonnique et juive a été la norme au nom de laquelle on a jugé et pesé chaque Français⁴.»

Donc les juifs et les politiciens ont créé le système. «Ils éliminèrent par l'épuration les détenteurs et s'installèrent à leur place». Roland Gaucher dénonce «le bulldozer de l'Épuration» (Gaucher, 2004). Il faut donc faire cesser «ce fléau dévastateur», mettre fin «au bain de sang», arrêter le bras vengeur «des massacres de septembre». L'abbé Desgranges dénonce «les crimes masqués [...], l'élimination physique d'un grand nombre de fidèles du maréchal Pétain». Pierre Sidos stigmatise dans le quotidien *Présent*, en juin 1991, «les crimes du résistancialisme»: «La passion partisane ou le banditisme vulgaire l'emportaient alors sur le patriotisme». Il fallait selon l'expression de Catherine Fouillet stopper «la lente extermination de l'extrême droite⁵». Criminaliser la Résistance permet ainsi de relativiser les crimes de la Collaboration, de se positionner en victimes et de développer une thématique de martyres. La tradition victimologique permet la justification de tous les échecs. Dénonciation du résistancialisme (Paulhan, 1951), et réhabilitation de Pétain deviennent des thèmes récurrents de l'extrême droite⁶. Un des

4. Maurice Bardèche (1997), reprise du numéro spécial 39-40 de *Défense de l'Occident*, janvier-février 1957, Lectures françaises, août-septembre 1964, n° 89-90.

5. Pierre Sidos, *Présent*, 22 juin 1985. Fouillet (1982:27).

6. Voir André Figueras, résistant proche des catholiques intégristes et du FN, «Scandales de la

premiers combats des épurés concerne la réhabilitation de Vichy de Pétain et l'amnistie (Isorni 1948 : 15).

Un dénominateur commun apparaît : l'opposition au régime de la Libération et le dénigrement de la Résistance. La campagne pour l'amnistie atteint son sommet en 1948 avec l'organisation d'un «banquet des Mille» auquel participent Paul Faure, Antoine Pinay (ex-membre du Conseil national de Vichy), Pierre-Étienne Flandin (ex-ministre des affaires étrangères de décembre 1940 à février 1941). Ce dernier était intervenu en février 1948 au 34^e congrès de l'Alliance démocratique en prononçant en discours sur le thème de l'amnistie, au titre révélateur «Les souffrants». Pour une partie de la droite classique qui avait soutenu Vichy jusqu'au bout et n'avait guère les moyens ou l'audace de défendre pleinement ni Vichy ni ses principes et encore moins le fascisme ou la collaboration avec les nazis, son seul moyen de contre-attaquer repose sur la dénonciation de la dureté de l'Épuration⁷. Un comité Pétain⁸ est lancé, réclamant la révision de la condamnation puisque «la politique du Maréchal a été riche de bénéfiques pour la France [...] les condamnations qui se réclament du principe de sa trahison sont autant de mesures iniques». Un certain nombre de comités *ad hoc* voient ainsi le jour. Rapidement va se mettre en place la théorie du «glaive et du bouclier⁹.» Le Maréchal s'est sacrifié pour la France. Il a fait don de sa personne en accord avec de Gaulle. Ce n'est donc pas un traître mais une victime à honorer et à réhabiliter¹⁰. Cette analyse est reprise dans un article retentissant publié dans *Carrefour* le 11 avril 1950 par le colonel Rémy,

Résistances» et «Faux résistants et vrais coquins», *Rivarol*, 7 février 2005, déclaration de Le Pen sur Oradour.

7. Octobre 1949, le Comité contre l'esclavage politique, qui regroupe des néovichystes, organise un pèlerinage à Lourdes sur le thème central de l'amnistie.

8. Le Comité Pétain sera interdit par le gouvernement. Existeront également le Comité pour la défense des droits de l'homme, l'Union des victimes civiques pour la réparation des actes criminels ou injustes commis depuis la Libération, le Mouvement pour la défense des libertés françaises, Les Libertés françaises, le Groupement des pillés (en fait des ex-collaborateurs ayant spolié les biens des juifs et de résistants sous l'Occupation). Voir Algazy (1984:71); Coston (1967-1 : 111).

9. Cette théorie du bouclier a toujours ses zéloteurs. Ainsi Pierre Pujo écrit «Le Maréchal Pétain a opposé une résistance constante aux Allemands [qui] s'impatientsaient de trouver en face d'eux le vieux maréchal qui était comme le bouclier protecteur des Français et qui avec son administration entravait leurs projets» (*Action française* 2000, 20 janvier-2 février 2005). Dreyfus (1990). Figueras (1989). Général Le Groignec (1991 ; 1994 ; 1997 ; 2000). Venner (1995 ; 2000).

10. La revue *Réalisme* sera condamnée pour avoir publié, dans son numéro 19 du 1er octobre 1949, une affiche de Pétain légendée «Le plus vieux prisonnier du monde».

une des figures de la Résistance¹¹, dans lequel il écrit que «la France de juin 1940 avait à la fois besoin du maréchal Pétain et du général de Gaulle». Apparaît ainsi la thèse du «double jeu» de Vichy. Rémy met en avant une déclaration que de Gaulle lui aurait faite en 1947, affirmant que la France avait deux cordes à son arc: «la corde Pétain» aussi bien que «la corde de Gaulle». Un moyen de réconcilier vichystes et antivichystes. Rémy apparaît donc comme un allié providentiel pour les partisans de Vichy et les épurés (Rémy, 1950). Ce qui permet à Maurice Gait¹² de publier en 1950 la profession de foi de la revue *La Fronde*: «Nous ne sommes ni pour Vichy, ni pour, ni contre la Résistance. Ces termes passe-partout ont toujours été équivoques, ils sont aujourd'hui sans signification. Il y eut plusieurs Vichy, comme plusieurs Résistance.» Il y a eu «un Vichy résistant» et une «Résistance maréchaliste». On voit donc à l'été 1950 s'amorcer un tournant essentiel avec les projets de loi d'amnistie, la guerre froide, l'anticommunisme, entre la droite classique et républicaine et l'extrême droite (Rousso, 1992: 549-620). «Une réconciliation dans l'aveuglement», pour reprendre une expression de Jean Cassou. La division interne dans le camp des résistants va encore s'amplifier en 1952 avec la charge de Jean Paulhan contre la politique de l'Épuration, dénoncée dans sa «Lettre aux directeurs de la Résistance». Dès 1947, le Rassemblement du peuple français (RPF), sorte de machine à recycler, ouvre ses portes à de nombreux vichystes (Dard 1997: 249-263; Richard et Sainclivier 2004). La guerre froide va radicaliser la droite et des mouvements apparaissent comme Paix et Liberté¹³. Il faut retrouver la cohésion du pays après les divisions nées de l'occupation et face au Parti communiste. L'anticommunisme permet ainsi les retrouvailles et devient un thème fédérateur: plutôt Pétain et ses héritiers que Thorez, agent de Moscou. François Brigneau, ex-milicien et journaliste d'extrême droite, peut ainsi écrire dans *Mon après guerre*: «le «collabo» redoutait davantage le danger russe [...], le résistant disait: ce n'est pas le Russe, mais l'Allemand qui a envahi mon pays [...]. Le péril allemand a disparu. L'autre, en revanche, n'a jamais été si menaçant» (Brigneau, 1966). Dans la même veine, la revue *Écrits*

11. Le colonel Rémy est un des fondateurs du réseau de résistance Confrérie Notre-Dame.

12. Maurice Gait, ancien chef de cabinet d'Abel Bonnard, puis commissaire général à la jeunesse à Vichy.

13. Paix et Liberté animé par Jean-Paul David, organisme de propagande anticommuniste dans les années 1950 avec comme organe de presse *Défendre la vérité*. Voir Coston (1967: 773).

de Paris publie un article dans lequel les rôles d'Hitler et de Staline sont analysés : «Hitler est de toute évidence, le principal responsable de tout cela [...]. Mais ce sont les systèmes, les idéologies, les superstitions, les chimères de ses adversaires qui ont fait, autant que lui-même, sa malfeasance. C'est un Staline, enfin, qui le premier tire son épée¹⁴.» Dans un contexte de recomposition idéologique et de repositionnement stratégique, toute la droite, même celle de Vichy sera ainsi réintégrée au début des années 1950 dans la vie politique française : l'oubli des «années noires», le retour en grâce des réprouvés de l'Épuration et de tout le personnel de l'ex-3^e République qui a fréquenté les allées de Vichy entre 1940 et 1944. La personnalité d'Antoine Pinay, nommé en mars 1952 à la présidence du Conseil, en est un exemple frappant, ainsi que la création du Centre national des indépendants et paysans. Dans ce contexte particulier, le vote des lois d'amnistie des crimes de l'Occupation de janvier 1951 et de juillet 1953 donnent l'impression à certains que la page a été tournée et la Résistance doit descendre de son piédestal.

Pour reprendre une expression de Georges Pompidou, le temps est venu «d'oublier le temps où les Français ne s'aimaient pas».

LA RECONSTRUCTION : LA PRESSE ET LE RETOUR EN POLITIQUE

LA PRESSE

Les maréchalistes et les collaborationnistes, dès 1944, lancent une nouvelle presse d'extrême droite. Certaines publications sont affiliées à des partis. La presse apparaît vite comme le seul moyen d'opposition et de réapparition des nationalistes : ronéotypée, parfois clandestine, tirée à quelques milliers d'exemplaires (Coston, 1960). Dans les faits, à travers les diverses entreprises, on retrouve un nombre limité de plumes, certaines participant simultanément à des publications légales et clandestines (ex-résistants pour certains, ex-collaborateurs, voire collaborationnistes pour d'autres). Dans l'ensemble, les collaborateurs de la presse d'extrême droite symbolisent «le retour des déclassés du pétainisme» (Cotillon, 2003 : 123). La plupart des périodiques connaissent une très courte espérance de vie : «une presse mort-née et éphémère». Dès 1944, les maurrassiens ouvrent le feu avec la parution des *Documents nationaux*, publication clandestine qui donnera naissance à *Aspects de la France*

14. François Legris, *Écrits de Paris*, 1947.

(Coston, 1960)¹⁵, ainsi que *La Dernière lanterne* avec Pierre Boutang et Antoine Blondin et *L'Indépendance française* avec Jean-Louis Lagor (Coston, 1960)¹⁶. Cependant, certains périodiques vont marquer cette tentative de relance. Si nombre de titres ont disparu, un d'entre eux aura particulièrement une grande longévité puisqu'il est toujours diffusé. En 1944, *Perspectives* lancées par René Malliavin devient *Questions actuelles*, publiées par le Centre d'études économiques et sociales. Henry Coston le qualifie du «premier des périodiques d'opposition nationale après guerre» (Coston, 1960 : 176). René Malliavin y dénonce l'Épuration qui «a débuté par la loi du lynch¹⁷» et fait l'éloge de Pétain. En janvier 1947, *Questions actuelles* est remplacée par les *Écrits de Paris* qui regroupent des anciens de l'Action française, des vichystes, des épurés, des exilés et certains rédacteurs sans filiation maréchaliste¹⁸. Sous la plume d'Alfred Fabre-Luce, on peut lire à la fois une dénonciation de la 4^e République et les mérites du fascisme : «Il est bien certain que le régime politique futur de la France devra incorporer certains traits essentiels du fascisme» (Fabre-Luce, 1948). En novembre 1945, sortent *Paroles françaises*¹⁹, rebaptisées à partir de mars 1946, l'organe de presse du Parti républicain de la liberté et se transforme en *Nouvelles paroles françaises* jusqu'en 1951. La ligne éditoriale est hostile à l'Épuration et favorable à l'amnistie et à la réconciliation nationale : «hebdomadaire de la rénovation nationale, politique, littéraire, satirique» sous la direction d'André Mutter²⁰. En 1950, la publication se double d'une Association des amis de *Paroles françaises*.

15. *Les Documents nationaux* paraîtront de 1944 à 1947, publication clandestine sous l'impulsion de Georges Calzant, ancien chef des Camelots du Roi. Le premier numéro d'*Aspects de la France et du Monde* sort le 10 juin 1947. Se reporter à Gautier (2002 : 157-160).

16. Jean Arfél dit Jean-Louis Lagor dit Jean Madiran dirige *L'Indépendance française*, racheté à l'été 1950 par *Aspects de la France*. En 1956, ce catholique intégriste fonde la revue *Itinéraires*. Collaborateur à *Rivarol* sous le pseudo de Castetis, il participe, en 1982, au lancement du quotidien *Présent* avec François Brigneau et Romain Marie.

17. René Malliavin, utilisera comme pseudonyme Michel Dacier. Ancien conseiller juridique de l'agence de presse collaborationniste Inter-France. *Questions actuelles*, août-septembre 1946.

18. Emmanuel Beau de Loménie, Alfred Fabre-Luce, Jacques Isorni, Jean Lagor, Paul Morand, Jacques Ploncard d'Assac, Xavier Vallat, le dessinateur Ben (Benjamin Guittoneau, *Action française* et *Le Crapouillot*), Bertrand de Jouvenel, Jacques Chastenet (sans filiation maréchaliste), Louis Rougier.

19. Principaux collaborateurs : Pierre Boutang, Antoine Blondin, Pierre Dominique, Claude Jamet, Emmanuel Beau de Loménie, André Thérive, Jean Ebstein (non vichyste). En 1948 la diffusion atteint 100 000 exemplaires.

20. Titre de l'éditorial du premier numéro «Il est l'heure de se tendre la main». Le numéro daté du 3 février 1950 contient une enquête «sur les crimes de l'Épuration». André Mutter, ex-partisan

Paroles françaises est la première marche qui a permis aux épurés de retrouver une certaine visibilité politique, grâce en particulier à la caution des résistants qui ont participé à son lancement parmi lesquels André Mutter. À partir de 1949, *Paroles françaises* prend une orientation nettement néovichyste sous la direction de l'ancien chef de cabinet de Pétain : Paul Estèbe. Pendant la guerre froide, *Paroles françaises* mène campagne contre «les fourriers du communisme». En décembre 1948, paraît jusqu'en 1951 un bimensuel maréchaliste *Réalisme*, financé par l'industriel Christian Wolf. S'y retrouvent Paul Estèbe et d'anciens pétainistes. *Réalisme* se veut «une arme pour l'action» et entend «rétablir la vérité, réparer les crimes de l'Épuration et les injustices de la justice²¹». La thématique est classique : défense de l'action de Pétain, antigauillisme et anticommunisme. Le périodique est lié à un groupuscule de pétainistes notoires : l'Union réaliste²² dont le but est de «former un groupement anticommuniste, anti-résistant, antigauilliste et anti-troisième force», destiné à abattre la 4^e République. «Nous voulons la revanche de Vichy. C'est pourquoi nous sommes aussi antisémites²³» (Algazy, 1984:70).

En 1951, *Paroles françaises* et *Réalisme* fusionnent sous le titre de *France réelle*, hebdomadaire jusqu'en 1954, qui devient *L'Heure française* et qui disparaît en 1956. Là se termine son odyssée. En janvier 1951, démarre une nouvelle aventure, toujours actuelle. L'équipe dirigeante d'un petit périodique, *La Fronde*, décide de le transformer. Maurice Gait et René Malliavin lancent *Rivarol*²⁴ : «L'hebdomadaire de l'opposition nationale.» «On nous avait enterrés et grâce à *Rivarol* nous renaissions» (Brigneau, 1966). En fin connaisseur, Maurice Bardèche salue *Rivarol*, «un hebdomadaire assez courageux pour représenter tous ceux qui avaient été frappés pendant les années de l'Épuration, assez libre pour combattre le mensonge et l'imposture, assez ouvert à tous pour que tous puissent

de La Rocque, ex-Jeunesses patriotes, ex-Fédération républicaine, préside en 1943 une conférence antimaçonnique. Il participe au réseau de résistance «Ceux de la Libération». Il devient membre du Conseil national de la Résistance. Élu député de l'Aube, (1945-1958), sous l'étiquette PRL puis Indépendant. Vice-président de l'Assemblée nationale (1951-1953), ancien ministre des anciens combattants dans le cabinet Laniel, puis chargé de l'Algérie dans le ministère Pflimlin en mai 1958. Voir Bernard (2004 : 194-195).

21. *Réalisme*, 11 décembre 1950.

22. Parmi lesquels Pierre-Étienne Flandin, Jacques Benoist-Meschin.

23. Déclaration de Tyrand, secrétaire général de l'Union réaliste.

24. Voir Landelout (2005) ; Cotillon (2003) et Baudinière (2003:51-58).

compter sur son appui... C'est à René Malliavin et à Maurice Gaït qu'on le doit, l'un le fonda, l'autre le fit²⁵». Raoul Girardet considère que «la commune référence aux souvenirs vichyssois constitue sans doute le ciment le plus sûr²⁶». Pour reprendre l'expression de Marc Landelout (2005), *Rivarol* est «à l'avant-garde du révisionnisme» (Girardet, 1957). «Une feuille créée dans le plus total dénuement par une petite équipe d'irréductibles» (Cousteau, 1956). C'est le lieu de rencontre de diverses tendances de l'extrême droite : fascistes, vichystes, collaborationnistes, maurrassiens, catholiques intégristes et futurs hussards (Jacques Laurent, Roger Nimier...). Périodique pro-salazariste, pro-franquiste, germanophile qui laisse percer à bien des reprises ses nostalgies, ses tentations fascisantes et son négationnisme. En mars 1957, sort le premier numéro de *Lectures françaises*²⁷ avec Henry Coston, Pierre-Antoine Cousteau, Jacques Ploncard d'Assac. Revenons à l'année 1951 qui voit la création par Maurice Bardèche (beau-frère de Brasillach) de la revue mensuelle : *Défense de l'Occident*, patronnée par Jacques Isorni et Jean-Louis Tixier-Vignancour. Résolument hostile à la démocratie, la revue est particulièrement lue par les nationalistes européens et les néofascistes. Portée par un seul homme, Bardèche, *Défense de l'Occident* est la plus importante revue de l'extrême droite française de l'après-guerre. Pierre Hofstetter, Henry Coston, Jacques Ploncard d'Assac, Robert Poulet y ont collaboré. Dans les années 1960, l'équipe est renforcée par de jeunes néofascistes : François Duprat (François Solchaga), Alain Renault, ainsi que des militants d'Europe Action : Dominique Venner, Alain de Benoist (Fabrice Laroche), François d'Orcival (Amaury de Chaunac-Lanzac) Michel Marmin, Pascal Gauchon, Georges Gondinet, Jean-Claude Jacquard, Christian de Bongain (Xavier Rauffer), Jean-Gilles Malliarakis, Jack Marchal. Toute une génération qui va faire parler d'elle. La revue a des contacts en Allemagne et en Italie. *Défense de l'Occident* a développé un néofascisme et une propagande négationniste. La personnalité de Maurice Bardèche est à cet égard fort éloquent. Il a occupé une position d'autorité au sein des groupes fascistes en France et en Europe : un personnage incontournable. Bardèche dénia aux Alliés le droit légal

25. Maurice Bardèche, *Rivarol*, 25 novembre 1983.

26. Raoul Girardet, «L'héritage de l'Action française», *Revue de sciences politiques*, octobre-novembre 1957, p. 771.

27. *Lectures françaises* paraît toujours. La revue est diffusée par des éditions catholiques traditionalistes, les Éditions de Chiré-Diffusion de la pensée française.

et moral de juger les responsables nazis du 3^e Reich. Les vainqueurs n'ont aucun droit de juger les vaincus. «J'ai pris très rapidement la défense du nazisme à partir de 1948 dans mon livre *Nuremberg ou la terre promise*²⁸» (Bardèche, 1948). Bardèche participe à la fondation en 1951 du Mouvement social européen : une tentative pour regrouper différents groupuscules néofascistes européens. Outre ces revues, le dispositif est complété par la mise en place de maisons d'édition, parmi lesquelles Plon dont la ligne d'édition est la publication de témoignages d'acteurs de la Seconde Guerre mondiale (Churchill, de Gaulle, Passy) et d'anciens caciques de Vichy (Marcel Peyrouton, Yves Bouthillier, Henri Massis...), ainsi que les éditions de la Table ronde dirigées par Roland Laudenbach «un de ces jeunes qui avait voué à de Gaulle une haine indélébile et silencieuse» (Bardèche, 1993 : 252), qui se spécialise dans la défense des épurés, la réhabilitation de Vichy puis l'Algérie française. Son catalogue renferme une palette d'auteurs et de témoignages pro-Vichy²⁹. À travers la presse et l'édition, les pétainistes amorcent un retour précoce dès 1945. Il s'agit de recoller les morceaux et de remobiliser vers l'action politique. Certains nostalgiques réinvestissent le terrain des idées³⁰.

LE RETOUR EN POLITIQUE

Pour les milieux maréchalistes et vichystes, l'immédiat après guerre est donc une période difficile, peu favorable à la recréation politique. Pour reprendre l'expression de Roland Gaucher «rien n'existe en dehors du Tripartisme» (Gaucher, 1995). L'extrême droite va tenter de sortir du purgatoire, par la création d'organisations et de partis et surtout en réapparaissant dans l'arène électorale dès 1951. En août, les Amis du colonel de La Rocque (ex-dirigeant des Croix-de-Feu et du Parti social français) fondent le Parti républicain qui va récolter quelques sièges en 1951. En décembre 1945, André Mutter, Édouard-Frédéric Dupont et Edmond Barrachin lancent le Parti républicain de la liberté (PRL) qui

28. Un des premiers ouvrages négationnistes. François Duprat sera un des propagandistes et des diffuseurs des auteurs négationnistes, dont Thies Christophersen (ex-SS à Auschwitz et membres du NOE).

29. Par exemple Thierry Maulnier (pseudonyme J. Darcy), Paul Beaudoin, colonel Groussard (ex-responsable du service de sécurité à Vichy), Gabriel Jeantet, Jacques Isorni, ainsi que les «hussards» Roger Nimier, Jacques Laurent, Antoine Blondin, Michel Déon, Michel Droit. D'autres maisons d'édition seront créées : Albatros (années 1960-1970), France-Empire.

30. En histoire, Jérôme Carcopino, André Castelot, Jean-François Chiappe, Marie-Madeleine Martin. Voir Dumoulin (1992 : 327-398).

- Rémy, colonel (1950), *La justice et l'opprobre*, Monaco, Le Rocher.
- Renou Xavier (1998), *Groupe Union-Défense, autopsie d'un moribond*, Paris, Reflex.
- Renouvin Bertrand (1997), *Le royalisme : histoire et actualité*, Paris, Economica.
- Renouvin Bertrand, (1997), *Une tragédie bien française : le Front national contre la Nation*, Paris, Ramsay.
- Reynié Dominique (2011), *Populismes, la pente fatale*, Paris, Plon.
- Richard Gilles, Saincliver Jacqueline (dir) (2004), *La recomposition des droites en France à la Libération 1944-1948*, Rennes, PUR.
- Rioux Jean-Pierre (1983), *La France de la 4e République*, Paris, Le Seuil.
- Rioux Jean-Pierre (1985), *La France de 1939 à nos jours*, Paris, Le Seuil.
- Rioux Jean-Pierre (1993), « Des clandestins aux activistes 1945-1965 », dans Winock Michel (dir.), *Histoire de l'extrême droite en France*, Paris, Le Seuil.
- Rioux Jean-Pierre (dir.) (2007), *Les populismes*, Paris, Tempus/Perrin.
- Robert Michel (2003), *Manuel anti FN*, Villeurbanne, Golias.
- Robin Marie-Monique (2004), *Les escadrons de la mort : l'école française*, Paris, La Découverte.
- Roch Haine Roll (2004), *Rock identitaire français*, Paris, No Pasaran.
- Rochedy Julien (2014), *L'Union européenne contre l'Europe*, préface d'Aymeric Chauprade, Perspectives libre.
- Rodriguez-Arayo, Octavio (2004), *Droites et extrême droite dans le monde*, L'Atalante.
- Rollat Alain (1985), *Les hommes de l'extrême droite, Le Pen, Marie, Ortiz et les autres*, Paris, Calmann Lévy.
- Rossi Éric (1995), *Jeunesse française des années 80-90 : la tentation néo-fasciste*, Paris, LGDJ.
- Rosso, Romain (2011), *La face cachée de Marine Le Pen*, Paris, Flammarion.
- Rotman Patrick (2002), *L'ennemi interne*, Paris, Le Seuil.
- Rotman, Charlotte (2004), *20 ans et au Front*, Paris, R. Laffont.
- Roussel Éric (1985), *Le cas Le Pen. Les nouvelles droites en France*, Paris, Lattès.
- Rouso Henry (1984), « À contre-courant », dans *Mémoires de la deuxième guerre mondiale*, Metz.
- Rouso Henry (1987), *Le syndrome de Vichy 1944-1948*, Paris, Le Seuil.
- Rouso Henry (1992), « La droite amnésique. La seconde guerre mondiale dans la mémoire des droites », dans Sirinelli Jean-François, *Histoire des droites en France*, Paris, NRF, t. 2 « Cultures ».
- Rouso Henry (2001), *Vichy, l'évènement, la mémoire, l'histoire*, Paris, Folio-Histoire.
- Rouvière Jacques (1976), *Le putsch d'Alger*, Paris, France-Empire.
- Rozès Stéphane (2001), « L'imaginaire politique préempte la question sociale », Intervention au colloque ResPublica, novembre.
- Ruffin François (2014), *Pauvres actionnaires ! 40 ans du discours économique du passé du FN, passés au crible*, Amiens, Fakir.
- Ruscio Alain (1992), *La guerre d'Indochine en France*, Bruxelles, Complexe.
- Ruscio Alain (2003), « Interrogations sur certaines pratiques de l'armée française en Indochine 1945-1954 », dans Liauzu Claude (dir.), *Violence et colonisation. Pour en finir avec les guerres de mémoires*, Paris, Syllepse.
- Ruscio Alain, Tignières Serge (2005), *Dien Bien Phù : mythes et réalités 1954-2004 : 50 ans de passions françaises*, Paris, Les Indes savantes.
- Salleron Louis (1976), « Écône, le fond du problème », *Écrits de Paris*, septembre n° 361.
- Sand S. (1983), « L'idéologie fasciste en France », *Esprit*, n° 8-9, août-septembre.
- Sauge Georges (1958), *Échec au communisme*, Paris, Les Îles d'or.
- Sauge Georges (1959), *L'armée face à la guerre psychologique*, Paris, Centre d'études politiques et civiques.
- Sauveur Yannick (1978), *Jean Thiriart et le communautarisme européen*, mémoire de DEA-IEP, Paris.
- Sécher R. (1986), *Le génocide franco-français*, Paris, PUF.
- Serant Paul (1988), *Les grands déchirements des catholiques français*, Paris, Perrin.
- Sergent Pierre (1967), *Ma peau au bout de mes idées*, Paris, La Table ronde.

- Sergent Pierre (1972), *Je ne regrette rien*, Paris, Fayard.
- Sergent Pierre (1988), *La bataille : OAS-Métro*, Paris, Albatros-Le Livre-Poste.
- Seuillard Edmond (1959), *Les principaux groupements d'extrême droite en France métropolitaine depuis le 13 mai 1958*, DES science politique.
- Simonin Anne (2008), *Le déshonneur dans la République, une histoire de l'indignité, 1791-1958*, Paris, Grasset.
- Sirinelli Jean-François (dir.) (1992), *Histoire des droites*, 3 vol., Paris, Gallimard.
- Solé Robert (1985), « Les démons de l'extrême droite », *Le Monde*, 14 mars.
- Souchard Maryse, Wahnich Stéphane, Cuminal Isabelle, Wathier Virginie (1998), *Le Pen les mots : analyse d'un discours d'extrême droite*, Paris, Le Monde-Éditions, 1997 [rééd. Paris, La Découverte].
- Soucy Robert (1989), *Le fascisme français 1924-1933*, Paris, PUF.
- Soudais Michel (1990), « L'impudence d'un collabo », *Politix*, n° 118, 13 décembre.
- Soudais Michel (1996), *Le Front national en face*, Paris, Flammarion.
- Souillias Romain (2007), *Le mouvement Poujade : de la défense professionnelle au poujadisme nationaliste 1953-1962*, Paris, PFNSP.
- Soustelle Jacques (1962), *L'espérance trahie*, Paris, L'Alma.
- Soustelle Jacques (1968), *Vingt-huit ans de gaullisme*, Paris, La Table Ronde.
- Sternhell Zeev (1984a), *La droite révolutionnaire : les origines du fascisme français*, Paris, Le Seuil.
- Sternhell Zeev (1984b), *La naissance de l'idéologie fasciste*, Paris, Fayard.
- Sternhell Zeev (1987), *Ni droite ni gauche, l'idéologie fasciste en France*, Bruxelles, Complexe.
- Sternhell Zeev (2014), *Histoire et Lumières : changer le monde par la raison. Entretiens avec Nicolas Weill*, Paris, Paris, Albin Michel.
- Stora Benjamin (1992), *Histoire de la guerre d'Algérie 1954-1962*, Paris, La Découverte.
- Susini Jean-Jacques (1963), *Histoire de l'OAS*, Paris, La Table ronde.
- Synthèse nationale (2016), *2006-2016 : 10 ans de combat pour une France française dans une Europe* Combin, Joël, *Le FN, faut-il avoir peur de l'avenir?*, Paris, Eyrolles.
- Taguieff Pierre-André (1983), « Le retournement du gramscisme », *Politique aujourd'hui*, n° 1, juillet-septembre.
- Taguieff Pierre-André (1984), « La stratégie culturelle de la Nouvelle Droite », dans *Vous avez dit fascisme*, Paris, Montalba.
- Taguieff Pierre-André (1985), « Les droites radicales en France : nationalisme révolutionnaire et national-libéralisme », *Les Temps modernes*, n° 465, avril.
- Taguieff Pierre-André (1988), « L'identité nationaliste », *Lignes*, n° 4, octobre.
- Taguieff Pierre-André, Delannoi Gilles (1991), *Théories du nationalisme français*, Paris, Kimé.
- Taguieff Pierre-André (1994), *Sur la Nouvelle Droite*, Paris, Descartes et Cie.
- Taguieff Pierre-André, Tribalat Michel (1998), *Face au Front national : arguments pour une contre offensive*, Paris, La Découverte.
- Taguieff Pierre-André (2002), *L'illusion populiste*, Paris, Berg International.
- Taguieff Pierre-André (2012), *Le nouveau national populisme*, Paris, CNRS.
- Taguieff Pierre-André (2015), *La revanche du nationalisme : populistes et xénophobes à l'assaut de l'Europe*, Paris, PUF
- Ternisien Xavier (1997), *L'Église et l'extrême droite*, Paris, Brépols.
- Tévanian Pierre, Tissot Sylvie (2002), *Dictionnaire de la lepénisation des esprits*, Paris, Dagorno.
- Thénault Sylvie (2005), *Histoire de la guerre d'indépendance d'Algérie*, Paris, Flammarion.
- Théolleyre Jean-Marc (1982), *Les néonazis*, Paris, Messidor.
- Théolleyre Jean-Marc (1985), *Procès d'après guerre*, Paris, La Découverte-Le Monde.
- Tirenne Luc (1974), *Défense de l'Occident*, août, n° 122-123.
- Tissier de Mallerai Bernard (2002), *Mgr Lefèbvre, une vie*, Paris, Clovis.
- Tixier-Vignancour Jean-Louis (1964), *J'ai choisi la défense*, Paris, La Table ronde.